

La filière sucre est encore à la peine

Les planteurs ont perdu entre 300 et 500 euros à l'hectare en 2019. La sortie de crise serait pour 2021.

UNE CAMPAGNE 2019
À OUBLIER

CHIFFRES CGB

38,3

millions de tonnes
récoltées, en baisse
de 3,2 % sur un an

10%

de la récolte encore
en terre en décembre,
une situation
très inhabituelle

453 000

hectares cultivés,
en baisse de 6 % sur un an

22 à 23

euros la tonne.
Le prix moyen payé
au planteur en 2019,
stable par rapport à 2018

OLIVIA DÉTROYAT @OliviaDer

AGROALIMENTAIRE Pas d'amélioration immédiate en vue. En 2020, la filière sucre va encore subir « les effets de la crise violente de surproduction » qui a secoué sucriers et planteurs, selon Pierre Rayé, le DG de la Confédération générale des betteraviers (CGB, le syndicat professionnel des betteraviers français). D'ores et déjà, sur la récolte qui se termine en ce moment, les volumes ne dépasseront pas 38,3 millions de tonnes. C'était 39,6 millions de tonnes un an plus tôt.

Principale cause : la baisse des surfaces plantées en betteraves, d'environ 6 %, à 453 millions d'hectares. Après deux années de chute des cours, les planteurs se sont détournés vers d'autres cultures plus rémunératrices. Par ailleurs, cette année, la météo difficile a eu comme conséquence que 10 % des surfaces n'ont pas été encore récoltées à ce jour. De quoi retarder les semis, et donc assombrir la prochaine récolte.

Les perspectives de prix auraient pu, elles, inciter à maintenir les sur-



Eric Alexandre, betteravier dans le Puy-de-Dôme, pose devant sa récolte de 2019. À Aulnat, la fermeture prévue de la sucrerie Bourdon, gérée par Cristal Union, pourrait pousser 300 agriculteurs locaux à cesser la production.

faces. Après la crise, une hausse des cours européens de 30 % est attendue en 2020, estime le syndicat. En effet, les événements climatiques défavorables partout dans le monde

dessinent une campagne 2020 déficitaire en production d'environ 6 %. « Même s'il y a un peu d'espoir avec la reprise des cours mondiaux, il y a une perte de confiance des plan-

teurs qui ne les incite pas à développer la betterave », note Franck Sander, le président de la CGB. Qui pointe un autre facteur négatif : « Si les 4 fermetures d'usines annoncées en Fran-

ce l'an passé vont jusqu'à bout, les surfaces vont mécaniquement continuer à baisser. » Pour adapter ses capacités jugées structurellement excédentaires, Saint Louis Sucre (groupe Sudsucker) projette de fermer ses sucreries de Cagny dans le Calvados et d'Épeville dans la Somme. Tandis que le français Cristal Union veut fermer celle de Toury (Eure-et-Loir) et de Bourdon (Puy-de-Dôme). Si les agriculteurs d'Épeville et Toury pourront livrer à des usines avoisinantes, ce ne sera pas le cas des autres sites, « contraignant 1 500 agriculteurs à arrêter la betterave » et grevant la production française de 280 000 tonnes, selon la CGB.

Miser sur le bioéthanol

« En outre, on voit que le rebond des cours tarde à se matérialiser dans la moyenne des prix contractés entre les industriels du sucre et leurs clients (industries agroalimentaires ou grande distribution, NDLR) », analyse Pierre Rayé. Ce qui se répercute en amont. Aujourdhui, pour la récolte qui se termine, les planteurs peuvent espérer de 22 à 23 euros la tonne. À ces niveaux, ils auront perdu cette année 300 à 500 euros en moyenne par hectare, « avec des fortes disparités selon les régions ». Et ce pour la deuxième année consécutive.

Seule une remontée significative des prix payés aux planteurs pourrait les conduire à augmenter les surfaces. Ce qui prendra du temps. Notamment car les comptes des groupes sucriers ont aussi été mis à rude épreuve avec la crise de surproduction. L'incertitude sur le Brexit ajoute au maïasme, car le Royaume-Uni absorbe 13 % à 15 % de la production de sucre français. Conséquence : les industriels attendront sûrement la campagne s'achevant en 2021 pour redorer les prix à la tonne. « Seulement à ce moment-là, il est possible d'espérer de voir repasser les prix au-dessus de 25 euros », juge le syndicat.

Dans ce climat austère, les planteurs insistent sur la nécessité de renforcer la contractualisation, en clarifiant la construction du prix qui leur sera payé. Et de rebâtir une relation de confiance avec les coopératives industrielles qui « avec la restructuration du secteur, vont acheter 90 % de nos betteraves » selon la CGB. Pour redorer les revenus, la filière prône enfin de miser davantage sur le boom du bioéthanol en France, « aujourd'hui la seule vraie bouffée d'oxygène tangible pour les betteraviers ». ■

Le redressement de Tereos s'annonce plus long que prévu

Une embellie se profile pour les géants du sucre, avec la légère remontée de cours mondiaux. Mais celle-ci n'est pas aussi rapide que ne l'espèrent certains. La coopérative française Tereos a certes réduit sa perte nette à 21 millions d'euros sur les six premiers mois de l'exercice 2019-2020, contre près de 100 millions un an plus tôt. Mais ce n'est pas assez pour assainir le bilan du sucrier, son talon d'Achille, avec un endettement net de 2,7 milliards d'euros à fin septembre. C'est 10,5 fois son excédent brut d'exploitation.

Fin novembre, l'agence S&P a abaissé ses prévisions pour le sucrier pour le classer en catégorie spéculative. Une dégradation expliquée par un redressement des résultats « plus long qu'attendu » selon S&P, et « la persistance de niveaux de prix du sucre globalement bas ». Les stocks mondiaux limitent l'ampleur de la reprise.

« Un nombre croissant de contrats ne reflètent pas encore totalement les prix européens qui sont repassés au-dessus de 400 euros la tonne »,

ajoute S&P. Un constat partagé par les betteraviers français de la CGB. Conséquence : le poids lourd français du sucre ne devrait pas réaliser les 500 millions d'euros d'excédent brut d'exploitation attendus par S&P pour son exercice qui se clôt le 31 mars 2020. Cela maintiendra son ratio d'endettement autour de 8 fois l'Ebitda à cette date, et six fois à la fin de l'exercice 2021.

Le pire est passé

La direction de Tereos assure avoir passé « le point bas du cycle ». Avec un second semestre qui s'annonce sous des cieux plus cléments à la faveur de nouveaux contrats plus rémunérateurs signés avec ses clients. Mais ce profil de risque montre que la crise n'est pas encore totalement digérée par la coopérative. Et que les fondamentaux du marché du sucre sont encore fragiles.

Cela fait écho aux réserves de certains coopérateurs frondeurs de Tereos, qui avaient remis en cause, mi-2018, sa stratégie d'internationalisation. Ils dénonçaient le main-

tien de certaines filiales déficitaires (Mozambique, activités d'amidon au Brésil, Chine, Indonésie...) dont la vente aurait pu soulager le bilan du groupe. Si l'assemblée générale de juin dernier a validé cette stratégie, confirmé le président du directoire et fait rentrer les plus hostiles dans le rang, certains semblent souffler sur les braises.

Pour la première fois, la coopérative a prévu, pour la campagne en cours, un système de pénalité en cas de défaut de livraison par ses planteurs. De quoi accrédiiter l'idée que Tereos a besoin de remplir ses caisses. « Notre crainte de voir les coopérateurs être les créanciers de dernier recours se confirme plus rapidement que nous le pensions », pointe Patrice Bougault, du cabinet Trinité, ancien conseil des coopérateurs frondeurs.

La Coordination rurale pointe, elle, la volonté de « faire payer aux coopérateurs les investissements hasardeux de Tereos à l'étranger ». Pourtant la coopérative s'engage à l'inverse, à verser une prime en cas de respect des engagements, à

acheter tous les volumes excédentaires de ses planteurs au même prix, « et ce jusqu'à 104 % des volumes contractés rappelle-t-on chez Tereos. Ces pénalités seront appliquées de façon pragmatique, surtout en cas d'aléas indépendants du planteur. »

Tereos doit rembourser en mars pour de 250 millions d'euros d'obligations. À la rentrée, le cours de ces obligations a plongé, avant de reprendre des couleurs, signe que les investisseurs ont à nouveau confiance dans la capacité de la coopérative à honorer ses engagements. La coopérative dispose en effet de lignes de crédit suffisantes sur lesquelles elle peut tirer, ce que confirme S&P.

Tereos devrait voir sa situation financière « s'améliorer progressivement dans les prochains mois » selon S&P. Grâce en partie au chiffre d'affaires « conséquent » issu des activités d'éthanol. Tereos a investi 75 millions d'euros dans la flexibilité de ses usines, pour arbitrer plus facilement entre l'éthanol et le sucre. ■

Tereos doit rembourser 250 millions de dettes en mars. La coopérative dispose d'assez de lignes de crédit bancaires pour faire face à cette échéance importante

THÉRY ZOCCOLAN/AFP

O.D.